1° Soumettre le conflit à la procédure d'arbitrage d'extrême urgence; la sentence devra être rendue dans les 48 heures ;

2° Paiement des salaires immédiatement après l'évacuation des usines;

3° Ouverture des usines dès lundi matin 4 avril ;

4° Aucune sanction.

Le Syndicat des Métaux fait siennes les propositions gouvernementales et s'efforce, le samedi 2 avril, dans toutes les usines en grève, de les faire accepter par les ouvriers. Il y réussit en certains endroits, comme chez Gnome-et-Rhône. Par contre, chez Citroën, la majorité des travailleurs s'oppose à l'évacuation et décide de continuer la lutte, avec l'espoir d'être bientôt épaulés par leurs camarades de chez Renault.

Le même jour, les patrons, de leur côté, rejettent les proposition gouvernementales.

La presse dite ouvrière réduit les informations au minimum, de sorte que les ouvriers ignorent presque tout du conflit. On passe sous silence le refus des ouvriers des propositions de Blum et du syndicat. Il est question d'un référendum (qui n'a jamais eu lieu) chez Renault contre la grève.

Les assemblées d' « information » n'informent de rien. Aucune discussion. Les grévistes sont abandonnés.

La solidarité est nettement insuffisante. On organise des popotes où les plus nécessiteux ont droit aux repas gratuits. Après 10 jours de grève, le syndicat se décide enfin à verser, à chaque ouvrier, un ridicule secours de 20 francs. Ce sera d'ailleurs le seul. On est loin de 1936 ; pas une municipalité ne fera un effort.

Le 4 avril, la S.I.M.C.A. et Chausson renvoient une partie de leur personnel. En riposte, les ouvriers organisent le lendemain l'occupation de ces boîtes.

La grève s'étend encore

Au cours de la troisième semaine, la grève gagne de plus en plus toute la métallurgie parisienne. Pourtant, le syndicat cherche encore à freiner. Le vendredi 8 avril, la section syndicale de Renault prétend toujours qu'il ne faut pas débrayer, car ce serait faire le jeu des fascistes qui veulent la grève générale.

Dans un communiqué à la presse, elle demande au Syndicat « d'examiner la généralisation des conflits afin d'obtenir leur solution rapide au mieux des intérêts de notre pays. » Evidemment, pour les staliniens, qui ont la haute main sur le Syndicat des Métaux et ses sections, l' « intérêt du pays » (cela veut dire l'intérêt de la bourgeoisie française) passe avant celui de la classe ouvrière. Pas un mot pour le soutien des camarades en lutte.

Le 8 avril également, le cabinet Blum démissionne, après le vote hostile du Sénat contre les projets financiers.

Le dimanche 10 avril, en prenant le pouvoir, Daladier annonce son intention de faire évacuer les usines, mais il n'osera pas affronter les métallurgistes parisiens, d'autant plus que le Syndicat est maintenant obligé de laisser le mouvement s'étendre. Le Conseil central de la métallurgie prend, en effet, le samedi 9 avril, les décisions suivantes :

> **« Les délégations du personnel se présenteront lundi dans l'après-midi, dans chaque entreprise où n'est pas intervenu un accord sur les salaires ; elles réclament également la conclusion des conflits et de la convention collective par l'organisation patronale qui s'y refuse jusqu'ici.**

> **Suivant les résultats obtenus, les ouvriers détermineront leur attitude.**
>
> **Conseillant l'esprit de conciliation le plus grand à ses délégations, le conseil central laisse l'entière responsabilité aux employeurs qui refuseraient de telles propositions, des conflits qui en résulteraient et qui pourraient, de ce fait, prendre un caractère généralisé. »**

C'est l'annonce — mais avec quelle réticence ! — de la grève générale qu'il n'est plus possible d'éviter, mais sans lui donner la vigueur et les objectifs d'un mouvement uni, coordonné.

Du lundi au mardi, Renault, le Matériel Téléphonique, S.O.M.U.A., Latil, Bloch, etc..., participent au mouvement. La grève touche pratiquement toute la métallurgie parisienne.

Les ouvriers n'ont toujours pas d'objectifs précis. Même sur la question des salaires, les revendications ne sont point liées. Exemple : chez Citroën, on demande 1 fr. de l'heure d'augmentation ; chez Renault, on se contente de 0 fr. 75. Il manque aux camarades un programme commun qui permettrait que les revendications arrachées ne soient pas reprises après la grève.

Dans les boîtes, pas davantage de nouvelles. Les prolos ne sont au courant de rien. Cette ignorance servira à les mettre dans le bain. Pour les faire patienter, on les amuse avec des orchestres, des exhibitions de danseurs, de chanteuses, d'acrobates, etc...

Le torpillage

Pendant ce temps ont lieu, entre le gouvernement et le syndicat, les maquignonnages qui aboutiront à torpiller la grève.

La liquidation se fait en trois temps :

Première opération. — Le 12 avril, pour les usines nationalisées d'aviation, la sentence Jacomet accorde 15 sous de l'heure d'augmentation pour, en contre-partie, faire passer les 45 heures. Le syndicat accepte la sentence. Les copains se sentent trahis et essaient de réagir. Il y a des remous chez Lioré-Olivier, à Argenteuil, où les ouvriers résistent pendant toute une journée, chez Bloch, mais la direction stalinienne réussit néanmoins à imposer la reprise du travail. Plus encore, à la Lorraine, à Argenteuil, ils font chasser de l'entreprise des techniciens opposés aux 45 heures.

Deuxième opération. — Le 13 avril, les usines d'aviation non nationalisées rentrent aux mêmes conditions. L'étranglement était commencé.

Troisième opération. — Le ministre du Travail établit, par lettre du 14 avril, les disposition suivantes :

1) Les usines seront immédiatement évacuées ;

2) Le travail sera repris mardi matin 19 avril, par tout le personnel (ouvriers, employés, techniciens), sauf impossibilité technique justifiée ;

3) Le Ministre du Travail convoquera le samedi 16 avril les délégations patronales et ouvrières à une réunion qu'il présidera, pour examiner la question de la convention collective dans le but de la régler avant la fin d'avril.

. . . . . .

6) Les salaires acquis au moment de la cessation du travail seront payés aussitôt que possible **après l'évacuation des usines.**

De nouveau, le Syndicat accepte les propositions gouvernementales et partout obtient des ouvriers l'évacuation des locaux. La grève est enterrée. On endort odieusement les travailleurs par des mascarades. Chez